

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 19/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNC LIDL Lot D

35 rue Charles Peguy
67200 Strasbourg

Références : D-UD83-2025-0116
Code AIOT : 0006409965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2025 dans l'établissement SNC LIDL Lot D implanté ZAC des Bréguières 83460 Les Arcs. L'inspection a été annoncée le 28/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNC LIDL
- ZAC des Bréguières 83460 Les Arcs
- Code AIOT : 0006409965
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme LIDL Lot D est implantée ZAC des Bréguières sur la commune des Arcs sur Argens et composée de 11 cellules d'une surface globale de plus de 60 000 m².

L'arrêté préfectoral du 29/10/2021 encadre l'exploitation de cette plateforme soumise à autorisation au titre des rubriques 1510 (volume de stockage d'environ 980 000 m³) et 1450 (2 tonnes de solides inflammables) de la nomenclature des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 1.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dérogation à l'atteinte aux espèces et habitats	Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 5.3	Sans objet
3	dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 7.2.1	Sans objet
4	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 7.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plateforme LIDL lot D est en fin de phase de construction. L'exploitant projette une réception en 09/2025 avec une mise en exploitation en fin d'année 2025 - début 2026.

L'inspection a permis de visualiser les différents équipements dont ceux dédiés à la lutte contre l'incendie déjà implantés.

Lors de l'inspection l'exploitant a présenté plusieurs modifications de la plateforme au regard de l'autorisation et du dossier porté à l'enquête publique.

Un dossier de porter à connaissance est en cours de rédaction et doit être déposé avant la mise en exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, consistance des installations autorisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un entrepôt de stockage composé de 11 cellules, définies comme suit : <ul style="list-style-type: none"> * Cellule 1 : 4263 m² * Cellule 2 : 8618 m² * Cellule 3 : 8651 m² * Cellule 4: 5267 m² * Cellule 5: 1615 m² * Cellule 6: 5747 m² * Cellule 7: 1743 m² * Cellule 8: 6431 m² * Cellule 9: 1519 m² * Cellule 10: 4275 m² * Cellule 11: 3308 m² <p>Les cellules 5 à 10 seront réfrigérées, deux zones de stockage seront aménagées en cellule 3 pour le stockage des matières dangereuses à savoir une zone pour le stockage des aérosols et une zone de stockage pour les alcools de bouche et autres produits inflammables.</p> <ul style="list-style-type: none"> - une installation photovoltaïque en toiture ; - des bureaux et locaux sociaux d'une surface de 3567 m² ; - des locaux techniques (local de charge, TGBT, sprinkler, chaufferie, production de froid, poste de transformation électrique, groupe électrogène) d'une surface totale de 3574 m² ; <p>(...)</p>

Constats :

La plateforme est en fin de phase de construction. Le bâtiment est hors d'eau et hors d'air, et les aménagements internes sont en cours.

LIDL projette une fin de construction en 09/2025 avec une mise en exploitation en fin d'année 2025 - début 2026.

Actuellement, les cellules sont toutes compartimentées. Dans la cellule 3, les 2 zones : cage aérosols et zone alcool fort sont compartimentées.

L'installation photovoltaïque en toiture est en cours d'implantation.

Le réseau sprinklage est en place dans les cellules « sec », de froid positif, dans les combles des cellules de froid positif et de froid négatif.

Des modifications par rapport au projet initial ont été présentées. Par exemple :

- La chaufferie au gaz ne sera pas implantée. Le chauffage sera réalisé par des serpentins intégrés dans les sols des cellules avec l'énergie issue du groupe froid.
- La cellule chocolat ne présente plus de mur coupe feu avec la zone de réception de marchandises. L'exploitant devra se positionner sur le caractère de la cellule au regard des critères de LC et SLC (solide liquéfiable combustible)
- La zone de stockage des déchets en bennes située au droit de la cellule 11 ne sera pas dans une structure fermée mais sous un auvent ouvert.
- 2 postes de transformations électriques sont implantés sur le site aux extrémités du bâtiment au lieu de 1 poste prévu initialement.

L'exploitant et son bureau d'études spécialisé en ICPE est en cours de rédaction d'un porter à connaissance qui devrait être déposé en milieu d'année 2025.

Une analyse devra être menée sur la zone des liquides inflammables au regard de l'application de l'arrêté ministériel du 24/09/2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vu les modifications réalisées et projetées, l'exploitant doit déposer un dossier de porter à connaissance avec les différentes évolutions, leurs impacts et l'analyse de leurs caractères substantiels et notables au regard de l'autorisation et du dossier porté à l'enquête publique.

Ce dossier devra être déposé en amont de la mise en exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 5.3					
Thème(s) : Autre, dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats					
Prescription contrôlée :					
Phase		Mesures	Type : évitement – réduction - compensation		
Travaux	Expl.		E	R	C
x		E1 - Évitement de la destruction des petits de la dernière couvée qui n'auraient pas encore la capacité de s'envoler : Calendrier biologique des sondages et du terrassement des terrains. (Démarrage de tous travaux à l'automne avec la vérification sur place d'un écologue).	x		
x		E2 - Évitement de la destruction des oiseaux lors des premiers travaux : vérification par un écologue de l'absence d'espèces patrimoniales sur le site : 4 demi-jours-homme	x		
x		R1 - Mesures concernant les effets temporaires sur les milieux naturels, évitement de la pollution des eaux en amont de l'Argens : Application de la charte « Chantier vert »		x	
	x	C1 - Mesures compensatoires « Oiseaux » : - maintien et aménagement d'une surface alentour favorable aux 3 espèces (8 ha) - Décapage et nettoyage, apport de terres porte-graines issues de la grande butte, création des petites dépressions nécessaires à la nidification - Accompagnement d'un écologue : 8 demi-jours-homme - Pose de clôtures de protection et portillons			x
	x	C2 - Mesures compensatoires par financement global d'actions pour l'avifaune à des organismes agréés de protection de la nature.			x
	x	Suivi avifaunistique pendant 4 années (Zone de refuge Est du projet) : 4 années x 5 jours-homme / an			x
<p>Constats :</p> <p>Les sondages, terrassements et les premiers travaux ont été réalisés à l'automne 2021, et ont été finalisés en février 2022.</p> <p>Avant le début des travaux et pendant ceux-ci, des visites (9 passages) ont été réalisées par le bureau d'études naturalistes « Espace Environnement ».</p> <p>Un rapport de suivi daté d'octobre 2022 a été établi par ce bureau d'étude concernant les mesures d'évitement E1 et E2 relatif à l'évitement de la destruction des oiseaux patrimoniaux (le Bruant proyer, la Cisticole des joncs et le Tarier pâtre), de leurs nids et couvées. Il conclut que ces mesures ont bien été respectées dès les premiers travaux.</p>					
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra fournir le rapport sur la mesure de réduction R1 et les mesures de compensation C1 et C2 dès le début d'exploitation.</p>					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 3 : dispositions constructives et comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructives et comportement au feu
Prescription contrôlée : Les cellules dont la surface est supérieure à 6 000 m ² (cellules numéros 2, 3 et 8) sont isolées des cellules voisines par des murs de degré coupe feu 3 heures (REI 180). Les portes entre cellules seront coupe feu 2 heures (REI 120).
Constats : Les cellules sont cloisonnées, les portes coupe-feu ne sont pas encore installées. Les murs coupe-feu dépassent de 1 mètres en toiture, mais pas en façade car les murs extérieurs sont également REI 120.. L'exploitant a fourni un plan de repérage et une attestation de la société Prefabricats PLANAS (fournisseurs matériels). Ces documents indiquent la localisation des murs REI 120 et REI 180. Les cellules 2 et 3 sont isolées des cellules voisines par des murs coupe-feu REI 180. La cellule 8 est isolée des cellules voisines par des murs REI 120, au lieu de murs REI 180. L'exploitant indique que les caractéristiques des murs séparatifs de la cellule 8 ont été modifiées suite au redécoupage de sa surface qui est dorénavant inférieure à 6000 m ² .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le porter à connaissance visé au point de contrôle n°1 devra présenter les évolutions en particulier les modifications des parois séparatives de la cellule 8.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2021, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment :

- **un réseau d'extinction automatique** à eau de type « Sprinklers » avec nappe de sprinklers sous toiture et sans nappe intermédiaire dans les racks pour les cellules de stockage classique (hors produits dangereux et froid négatif), les bureaux et les locaux techniques.
- un réseau d'extinction automatique à eau de type « Sprinklers » avec nappe de sprinklers sous toiture avec **nappe intermédiaire** à chaque niveau de stockage pour les cellules de stockage des produits dangereux(alcools, liquides inflammables / aérosols).
- une **réserve indépendante de 800 m³ d'eau** sera dédiée à l'alimentation du réseau d'extinction automatique de type sprinkler.
- un système de détection haute sensibilité pour la cellule surgelés et les locaux techniques.
- **9 poteaux incendie privés** qui seront alimentés par le réseau du Canal de Provence permettant de fournir le débit requis de **510 m³/h pendant 2 heures**. Le réseau incendie doit être dimensionné de manière à pouvoir alimenter simultanément la défense extérieure contre l'incendie (510 m³/h pendant 2 heures pour les poteaux incendie, Sprinkler et RIA) et les dispositifs d'aspersion mis en place en toiture le long des parois séparatives entre cellules.

Les poteaux incendie sont bouclés avec des vannes de sectionnement sur le réseau.

Des mesures et essais sont réalisés périodiquement, au moins tous les 3 ans, afin de s'assurer que la pression et le débit simultanés demandés concernant les poteaux incendie et les dispositifs d'aspersion des parois séparatives soient atteints.

- des extincteurs de différents types, de nature adaptée aux risques, seront répartis judicieusement dans l'enceinte de l'établissement. Leur implantation sera conforme à la réglementation. Ils seront régulièrement contrôlés par une société agréée et remplacés si nécessaire.

- des **RIA seront disposés à proximité des issues** . Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

- **Des dispositifs fixes d'aspersion** sont mis en place en toiture le long des parois séparatives entre cellules. Ces dispositifs sont capables de former un rideau d'eau . L'objectif de ces dispositifs est de prolonger l'action des murs coupe-feu, et ainsi compartimenter l'incendie et empêcher sa propagation aux cellules voisines. De plus, ces dispositifs d'aspersion assurent une protection supplémentaire tout le long du mur séparatif (et notamment en milieu de cellule où les zones sont difficiles à atteindre pour les services de secours compte-tenu de la longueur des murs séparatifs).

En cas d'incendie, ces dispositifs **directement reliés au réseau sous pression du Canal de Provence** sont mis en marche, par l'exploitant, par manœuvre d'une vanne ou actionnement d'une pompe . Le dispositif de mise en marche des dispositifs d'aspersion sera accessible depuis l'extérieur des entrepôts et situé en dehors des zones fortement exposées aux flux thermiques (zone 8 kW/m²) . l'exploitant met en place une consigne écrite précisant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et l'annexe au plan de défense incendie.

Une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques d'incendie et au maniement des moyens d'intervention sera constituée parmi le personnel de l'établissement.

Elle pourra immédiatement mettre en œuvre les moyens de lutte anti-incendie (extincteurs, dispositifs d'aspersion des parois séparatives, déclenchement manuel des systèmes d'extinction automatique en cas de défaut, RIA).

Avant la mise en service des installations, la conception et les modalités de mise en œuvre de ces

dispositifs fera l'objet d'une validation par les Services d'Incendie et de Secours.

L'exploitant fournira au SDIS une notice descriptive du dispositif de défense extérieure contre l'incendie des installations et de celles de la ZAC des Breguieres dans son ensemble précisant les débits potentiels sur chaque poteau incendie ainsi que les débits simultanés.

Constats :

Le réseau de sprinklage est en cours de finalisation : présence de la cuve, de la pompe jockey, du groupe motopompe avec la cuve d'hydrocarbures, des tuyauteries et des buses dans les cellules et les locaux techniques. Les combles des cellules froid positive et négative sont pourvues de sprinklage.

Concernant la cellule froid négative, la détection est réalisée par aspiration avec analyseur d'air en continu.

Des extincteurs (sur roues 50kg) sont présents dans les cellules et à proximité des zones de travaux.

Des poteaux incendie DN150 sont implantés autour du site mais ne sont pas encore raccordés au canal de Provence. Les implantations de 2 des poteaux observés lors de l'inspection ne correspondent pas à celles prévues dans le dossier de demande. En particulier ceux situés à l'angle nord et à l'angle sud du bâtiment.

Les plans présentés indiquent un réseau bouclé avec des vannes de sectionnement pour chaque poteau.

L'exploitant doit vérifier que ces implantations répondent aux exigences de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 et de la règle D9 « les points d'eau incendie seront positionnés dans la mesure du possible de telle sorte que l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir ne puisse excéder 5 kW/m² ». De plus, des essais sur 5 poteaux en simultané devront être réalisés pour répondre à l'objectif de 510 m³/h.

Un dispositif fixe d'aspersion a été positionné le long du mur séparatif entre les cellules 9 et 10 afin de procéder à un essai. Ce dispositif était sur une moitié équipé de buses queue de paon pour diriger l'eau en panache vers le haut et la 2^{de} moitié avec des buses orientant le flux d'eau brumisée vers le bas. L'arrêté indique que la conception doit être validée par le SDIS.

À la suite de l'essai, le SDIS a confirmé que les buses devaient être toutes orientées vers le bas pour un objectif de refroidissement du mur.

Il est rappelé à l'exploitant que ces dispositifs doivent être mis en œuvre par l'équipe de première intervention du site, et faire l'objet de consigne spécifique. De plus, les débits d'eau associés à la mise en œuvre de la protection d'une cellule (donc 2 murs coupe-feu) doivent être ajoutés au débit minimum requis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le porter à connaissance visé au point de contrôle n°1 devra présenter les évolutions en particulier les nouvelles implantations des poteaux incendie.

Type de suites proposées : Sans suite